

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG116/3
20 juillet 2001

(01-3638)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA TURQUIE ET LA LETTONIE

Communication des Parties

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

1. Liste des membres et dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur

Les Parties à l'Accord sont la République de Turquie et la République de Lettonie. L'Accord vise les territoires auxquels les lois douanières de la Turquie et de la Lettonie sont respectivement applicables.

L'Accord instituant la zone de libre-échange entre la Turquie et la Lettonie a été signé le 16 juin 1998 à Riga et est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2000, une fois accomplie la procédure interne de ratification de chacune des deux Parties.

2. Type d'accord

L'Accord établit une zone de libre-échange conforme à la définition donnée dans l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994.

3. Champ d'application

La zone de libre-échange établie par l'Accord constitue le cadre des futures relations commerciales entre la Turquie et la Lettonie.

L'Accord couvre l'intégralité du commerce des produits industriels (chapitres 25-97 du SH) et un certain nombre de produits agricoles, de produits agricoles transformés et de produits de la pêche. Les Parties sont convenues de renforcer les relations établies par l'Accord en les étendant aux domaines non couverts par celui-ci, conformément à la clause évolutive qu'il contient.

Avec l'entrée en vigueur de l'Accord, les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives applicables aux produits industriels et à certains produits agricoles ont été abolis, ce qui satisfait à la prescription de l'article XXIV relative au principe selon lequel l'"essentiel des échanges commerciaux" doit être visé.

Pour assurer le bon fonctionnement de la zone de libre-échange, l'Accord contient des dispositions portant, entre autres, sur l'aide publique, les monopoles d'État, la concurrence, les marchés publics et la protection de droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale.

4. Données commerciales

Voir l'annexe.

II. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE

1. Restrictions à l'importation

Tous les droits de douane et taxes d'effet équivalent applicables aux importations de produits industriels ont été abolis le 1^{er} juillet 2000.

Les Parties n'introduiront pas de nouvelles restrictions quantitatives ni de nouvelles mesures d'effet équivalent sur les importations.

La Turquie et la Lettonie se sont initialement accordé l'une à l'autre un accès au marché à des conditions préférentielles pour un certain nombre de produits agricoles, de produits agricoles transformés et de produits de la pêche soumis à des contingents tarifaires.

2. Restrictions à l'exportation

Au titre de l'article 6, il est interdit d'introduire de nouveaux droits de douane ou taxes d'effet équivalent sur les exportations entre les Parties. En outre, tous les droits de douane et taxes d'effet équivalent sur les exportations applicables aux produits industriels sont abolis à l'entrée en vigueur de l'Accord.

Les Parties n'introduiront pas de nouvelles restrictions quantitatives ni de nouvelles mesures d'effet équivalent sur les exportations.

3. Règles d'origine

Les règles d'origine applicables aux échanges entre la Turquie et la Lettonie, qui sont définies dans le Protocole C de l'Accord, reposent sur les critères de l'ouvraison ou de la transformation suffisante. En général, le caractère original est conféré:

- lorsque les marchandises sont entièrement obtenues ou produites sur le territoire d'une Partie;
- lorsque toutes les matières non originaires utilisées dans la production des marchandises font l'objet d'un changement de classement tarifaire prévu pour les marchandises en question dans la règle spécifique applicable et que les marchandises satisfont à toutes les autres prescriptions applicables énoncées dans cette règle, la production étant en conséquence considérée comme ayant eu lieu entièrement sur le territoire de l'une des Parties ou des deux Parties;
- lorsque les marchandises sont produites entièrement sur le territoire de l'une des parties ou des deux Parties exclusivement à partir de matière originaire; ou,
- dans le cas des circonstances particulières énoncées dans le Protocole C.

Les règles d'origine permettent le cumul élargi de l'origine des produits entre la Turquie, la Lettonie, les pays de l'UE, les pays de l'AELE et les pays d'Europe centrale et orientale quand les procédures nécessaires ont été accomplies.

5. Sauvegardes

L'Accord permet l'application de mesures de sauvegarde en cas de dumping (article 17), de mesures d'urgence concernant les importations de certains produits (article 18), de mesures

d'ajustement structurel (article 16), de mesures en cas de réexportation et de pénurie grave (article 19), de dispositions relatives aux règles de concurrence et à l'aide publique (article 25) et d'exécution des obligations (article 32) entre les Parties.

En cas de difficultés de balance des paiements, l'article 26 de l'Accord donne aux Parties le droit d'adopter des mesures restrictives en conformité avec les conditions énoncées dans le cadre du GATT et dans l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international.

L'article 12 de l'Accord interdit aux parties d'appliquer leurs réglementations en matière sanitaire et phytosanitaire comme un moyen de discrimination arbitraire ou injustifié, ou comme une restriction déguisée au commerce entre elles.

La procédure d'application de ces mesures est définie à l'article 21 de l'Accord.

6. Mesures antidumping et mesures compensatoires

Selon l'article 17 de l'Accord, si une Partie constate l'existence d'un dumping au sens de l'article VI du GATT dans les échanges avec l'autre Partie, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique conformément à l'article VI du GATT, à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et à sa législation nationale pertinente, aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 21. Cet article assure la conformité avec les règles du GATT de 1994.

7. Subventions et aides de l'État

L'Accord évalue la question de l'"aide publique" du point de vue de la distorsion de la concurrence.

L'article 25 de l'Accord donne le droit à chaque Partie de prendre des mesures appropriées contre les pratiques de l'autre Partie qui sont incompatibles avec les dispositions de cet article, suivant les conditions et conformément aux dispositions énoncées à l'article 21 de l'Accord. Ces mesures appropriées ne peuvent être adoptées que dans le respect des procédures et des conditions prévues par les accords de l'OMC ou du GATT de 1994.

L'Accord définit également des moyens appropriés pour assurer la transparence dans le domaine de l'aide publique.

8. Dispositions sectorielles spécifiques

a) Agriculture

En vertu de l'Accord, les Parties ont déclaré leur volonté de promouvoir, dans le respect de leurs politiques agricoles, le développement harmonieux des échanges de produits agricoles et d'examiner périodiquement cette question au Comité mixte. Dans ce contexte, les Parties se sont accordées les concessions énoncées dans le Protocole B de l'Accord, en vue de faciliter les échanges de produits agricoles et de produits de la pêche.

b) Services

La Turquie et la Lettonie sont convenues de s'efforcer d'élargir le champ d'application de l'Accord afin qu'il couvre le droit d'établissement des entreprises et la libéralisation des services après l'entrée en vigueur dudit Accord.

9. Autres dispositions

a) Coopération en matière d'administration douanière

Un cadre a été établi pour la coopération dans le domaine de l'administration douanière à l'article 22 et dans le Protocole C, concernant la notion de "produits originaires" et les méthodes de coopération administrative entre les Parties.

b) Monopoles d'État

À l'article 20 de l'Accord, les Parties sont convenues d'aménager tous les monopoles d'État à caractère commercial, de manière à éliminer toute discrimination entre les ressortissants des Parties pour ce qui est des conditions d'achat et de commercialisation des marchandises.

c) Impositions intérieures

L'application sur le plan intérieur de toute mesure ou pratique de nature fiscale établissant une discrimination entre les produits originaires des Parties est interdite par l'article 14. Cet article interdit également le versement de ristournes d'impositions intérieures supérieures au montant des impositions directes ou indirectes frappant les produits exportés.

d) Protection des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale

La protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale est traitée à l'article 27 et à l'annexe IV de l'Accord. Les Parties s'engagent à assurer une protection suffisante et efficace des droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale, conformément aux normes internationales.

e) Paiements

Selon l'article 24 de l'Accord, les Parties s'engagent à autoriser, en monnaies librement convertibles et conformément aux dispositions de l'article VIII des Statuts du FMI, tous les paiements relatifs au compte courant de la balance des paiements pour autant que les transactions concernées soient liées à la circulation des marchandises.

f) Marchés publics

Les Parties considèrent l'ouverture des procédures d'adjudication des marchés publics basée sur la non-discrimination et la réciprocité comme étant un objectif de l'Accord et chacune accorde aux sociétés de l'autre l'accès aux procédures d'adjudication des marchés avec un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux sociétés de tout autre pays.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

Tous les droits de douane et taxes d'effet équivalent applicables aux importations de produits industriels sont abolis à l'entrée en vigueur de l'Accord. Néanmoins, cela n'empêchera pas l'application d'interdictions ou de restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises qui se justifient par des raisons liées à la moralité, à l'ordre ou à la sécurité publique; à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux et de l'environnement; à la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou

archéologique; à la protection de la propriété intellectuelle, à la mise en œuvre des réglementations en matière d'or et d'argent ou à la conservation des ressources naturelles épuisables.

L'Accord permet aux parties de prendre des mesures appropriées concernant la sécurité dans les cas précisés à l'article 31.

2. Adhésion

L'Accord ne prévoit pas de dispositions permettant l'adhésion d'autres pays à la zone de libre-échange.

3. Procédures de règlement des différends

Un Comité mixte, qui est chargé de l'administration de l'Accord et de son bon fonctionnement, a le pouvoir de prendre des décisions sur les questions mentionnées dans les divers articles de l'Accord. Le Comité mixte est également désigné à l'article 21 de l'Accord comme l'autorité compétente pour ce qui est des procédures d'application des mesures de sauvegarde afférentes aux questions suivantes: "dumping", "mesures d'urgence concernant certaines importations" et "réexportation et pénurie grave".

4. Lien avec d'autres accords commerciaux

S'agissant des "droits de base" définis à l'article 2, l'Accord prévoit que toute réduction tarifaire appliquée *erga omnes*, en particulier les réductions découlant de l'accord tarifaire conclu à la suite du Cycle d'Uruguay, remplace l'ancien droit de base.

L'Accord dispose que les droits et obligations se rapportant à certaines questions, à savoir les mesures antidumping, les mesures afférentes à la balance des paiements et les mesures relatives à l'aide publique, seront régis par les Accords de l'OMC pertinents.

L'Accord dispose que les mesures concernant les paiements courants liés aux mouvements des marchandises et les règles relatives aux difficultés de balance des paiements seront conformes aux Statuts du Fonds monétaire international.

5. Cadre institutionnel

Au titre de l'article 29, l'Accord institue un Comité mixte qui est chargé de l'administration de l'Accord et qui se réunira une fois par an pour surveiller l'application de celui-ci.

ANNEXE

Importations turques en provenance de Lettonie, 1997-1999,
selon les différents niveaux de droits prévus par l'Accord

Taux de droits	1997					
	Produits agricoles		Produits industriels		Importations totales	
	(Dollars)	%	(Dollars)	%	(Dollars)	%
0	0	0	1 529 992	100	1 529 992	94,1
Inférieur au taux NPF	0	0	0	0	0	0
Taux NPF	95 455	100	0	0	95 455	5,9
Total	95 455	100	1 529 992	100	1 625 447	100

Taux de droits	1998					
	Produits agricoles		Produits industriels		Importations totales	
	(Milliers de dollars EU)	%	(Milliers de dollars EU)	%	(Milliers de dollars EU)	%
0	0	0	2 616 103	100	2 616 103	99,9
Inférieur au taux NPF	0	0	0	0	0	0
Taux NPF	1 890	100	0	0	1 890	0,07
Total	1 890	100	2 616 103	100	2 617 993	100

Taux de droits	1999					
	Produits agricoles		Produits industriels		Importations totales	
	(Milliers de dollars EU)	%	(Milliers de dollars EU)	%	(Milliers de dollars EU)	%
0	0	0	1 659 037	100	1 659 037	99,9
Inférieur au taux NPF	0	0	0	0	0	0
Taux NPF	202	100	0	0	202	0,01
Total	202	100	1 659 037	100	1 659 239	100

Importations turques en provenance de Lettonie
(en dollars EU)

CHAPITRE DU SH	1996	1997	1998	1999
6	0	0	0	202
27	494	0	45 906	0
29	108 706	7 302	0	910
30	0	17 353	0	0
32	4 796	0	13 702	19 673
34	0	0	6	0
35	0	95 455	5 103	0
38	0	12 732	1 890	0
39	77	2 911	196 972	3 564
40	574	0	468	2 400
41	229 361	0	0	20 502

CHAPITRE DU SH	1996	1997	1998	1999
42	0	1 050	17 574	0
44	2 609 807	1 016 615	1 491 934	325 220
48	3 257	339	0	122 408
49	0	0	215	0
51	0	2 656	0	75 809
52	0	125 239	27 006	5 480
53	0	1 250	298 121	0
54	91 411	17 422	265 476	414 944
55	364	0	0	0
56	0	12 042	21 775	0
58	0	4	0	0
60	0	2 327	102	0
61	0	12 406	0	0
62	31 178	5 459	5 402	100
63	0	0	124	0
68	0	0	16 182	0
69	0	0	0	1 325
72	121 940	27 633	9 661	3 834
73	35 574	66 641	0	5 771
75	1 860	12 802	0	0
76	0	0	0	5 616
82	0	8 812	166	0
83	0	0	60 699	480
84	3 625	42 874	54 949	553 934
85	0	91 084	57 167	10 480
86	0	0	0	0
87	183 201	3 590	0	34 833
90	0	39 449	26 241	0
94	0	0	1 152	51 754
TOTAL	3 426 225	1 625 447	2 617 993	1 659 239

Importations lettones en provenance de Turquie
(en dollars EU)

Chapitre du SH	1996	1997	1998	1999	2000
06	0	0	0	329	0
07	149	803	0	665 609	11 103
08	960 000	744 430	1 127 605	789 294	883 596
09	3 558	9 230	15 329	15 739	21 269
12	7 486	71 343	0	41 712	19 017
15	0	22 645	11 462	0	74 543
17	87 550	138 915	138 933	65 885	89 559
18	12 069	21 787	36 255	4 488	3 464

Chapitre du SH	1996	1997	1998	1999	2000
19	0	7 937	72 330	53 504	42 976
20	10 981	1 275 388	342 110	1 482 843	1 577 567
21	3 368	0	0	37 042	0
24	0	43 907	11 504	39 632	38 869
25	5 094	12 513	18 743	0	0
28	0	0	63 688	304 261	600 884
29	83	0	0	0	0
32	8 256	1 144	0	1 263	1 522
33	8 186	18 730	4 643	8 690	23 796
34	60 404	172 974	122 140	337 902	401 846
35	20 334	0	223	485	1 079
36	0	0	24	0	0
37	0	0	2 678	0	0
38	141	0	4 475	0	0
39	48 386	97 043	80 261	38 972	50 042
40	6 662	1 666	3 587	16 077	29 377
41	0	0	1 801	0	1 502
42	24 319	182 274	279 623	291 122	221 061
43	109	579	1 383	113 219	50 968
44	0	610	321	5 381	28
47	0	201	0	0	0
48	29 911	155 438	30 502	8 429	83 172
49	418	178	1 108	4 574	4 576
50	252	1 094		0	0
51	957	444	388	0	0
52	4 355	1 967	1 999	5 204	14 690
53	0	0	0	0	2 172
54	391	10 202	23 116	1 357	77 554
55	3 518	12 172	13 536	352 827	90 382
56	0	203	389	2 752	147
57	0	0	106	707	0
58	2 130	17 490	32 401	45 645	199 303
59	17 278	14 624	186	0	21 796
60	85	456	1 321	3 512	11 121
61	31 569	43 357	59 954	132 010	113 351
62	93 610	208 738	253 370	339 705	327 099
63	7 725	2 781	1 393	21 230	9 740
64	23 514	160 874	209 100	163 572	70 986
65	354	553	465	2 335	597
68	14 917	0	0	0	443
69	0	2 282	10 984	714	22 974
70	2 706	7 024	9 050	71 350	149 333
71	53 715	117 033	221 732	607 453	627 542
72	1 334	0	36 658	62 242	85 595

Chapitre du SH	1996	1997	1998	1999	2000
73	44 855	126 959	166 477	72 857	238 201
74	0	0	1 420	1 468	4 608
75	0	0	0	0	0
76	0	1 973	702	1 590	2 314
82	10 183	485	4 685	1 272	6 542
83	89 625	111 353	115 397	146 127	157 862
84	36 019	145 854	525 196	181 193	789 626
85	154 982	448 905	3 252 924	2 388 541	2 189 016
86	0	0	1 606	0	0
87	489 594	6 659 278	377 227	2 803 390	3 199 486
90	13 223	3 868	8 258	8 354	21 686
91	505	0	0	454	395
94	4 211	14 298	25 781	35 053	19 603
95	4 186	1 535	14 914	354	0
96	21 658	13 808	19 217	28 162	25 773
97	0	0	67	0	0
Total	2 424 915	11 109 345	7 760 747	11 807 882	12 711 753
